

Je pourrais traiter nombre d'autres questions semblables, mais je crois qu'il vaut mieux franchir l'Atlantique et revenir à Ottawa, tant que vous ne me ramènerai pas ailleurs.

Si vous me le permettez, je vais donc terminer ici mes remarques générales, quitte à répondre aux questions que vous aimerez poser au sujet de ce que j'ai dit, et même de ce que je n'ai pas dit.

Le PRÉSIDENT: Pouvez-vous nous parler de Formose?

L'hon. M. PEARSON: Je me suis rendu du Japon en Indo-Chine sans passer par Formose. Formose pose en effet, je crois, un réel problème. La Déclaration du Caire, rédigée en 1943, stipulait que Formose doit retourner à la Chine comme condition du règlement de paix. Les pays qui ont signé cette Déclaration ou qui y ont adhéré par la suite ont déclaré que Formose devrait retourner à la Chine lors du règlement. Le Canada a signifié son approbation de la Déclaration à cause des faits d'alors.

D'autres articles de la Déclaration du Caire n'ont pas été mis à exécution, et peut-être quelques pays estiment-ils pouvoir s'affranchir de la stricte observance des exigences de cette Déclaration, si certaines parties n'en sont pas observées. Rien n'a été fait en ce qui concerne Formose, étant donné qu'il a été impossible de parvenir à un règlement avec le Japon. Telle était la situation lorsque la guerre de Corée a éclaté.

Dès le début des attaques en Corée du nord, le gouvernement des États-Unis a déclaré qu'afin de protéger le flanc des armées des Nations Unies contre l'agresseur, Formose devait rester neutre. Par conséquent, la protection de la septième flotte américaine a été étendue aux eaux qui environnent l'île de Formose. Le gouvernement américain a également tenté de s'assurer,—par quels moyens, je l'ignore,—que l'armée nationaliste de Formose ne contribuerait pas à provoquer un nouveau conflit en prenant part aux opérations contre la Chine continentale.

A mesure que l'hostilité du gouvernement communiste de la Chine devant l'intervention des Nations Unies en Corée devenait plus implacable, et quand le sentiment agressif dégénéra en intervention militaire, l'opposition de divers pays contre la cession de Formose à la Chine se raffermi. Dans certains milieux, on est maintenant d'avis que Formose ne peut plus être remise à aucun gouvernement chinois à la suite d'un règlement quelconque, aussi longtemps que ce gouvernement manifesterait des sentiments malveillants et hostiles envers les démocraties.

Sans vouloir en aucune façon juger du problème, je crois, monsieur le président, que l'on peut dire à juste titre que la politique du gouvernement canadien a été d'éviter, même du côté de Formose, toute mesure qui étendrait le conflit jusqu'en Chine, sans cependant perdre de vue la part active que les Communistes chinois prennent aux opérations militaires de la Corée, part qui rend impossible tout projet de leur céder l'île de Formose.

Je n'ai pas l'intention de parler de la solution éventuelle du problème. Je suppose qu'alors l'avis des habitants de Formose eux-mêmes, qui n'ont pas été consultés jusqu'ici, entrera en ligne de compte. J'ignore quelle serait leur décision si on leur demandait ce qu'ils désirent. Elle pourrait peut-être nous surprendre.

M. STICK: Puis-je poser une question, monsieur le président? Il me semble que le Royaume-Uni et les États-Unis diffèrent grandement d'opinion au sujet de Formose. Le premier paraît vouloir céder l'île aux communistes, alors que les États-Unis pressent le contraire. Je ne suis pas un expert dans ces questions, mais il me semble que, si Formose passait aux communistes, le Japon serait complètement exposé sur ses flancs nord et sud. Les Philippines se trouveraient encerclées et également exposées à la pénétration communiste, tout